

Philippe Laloux

ZUCKERBERG À BRUXELLES, UNE DEMI-VICTOIRE

D'abord, il a refusé. Puis, longuement hésité. Cru, un moment, qu'un second couteau suffirait. Accepté ensuite, du bout des lèvres, de se présenter en personne, mais à huis clos. Finalement, c'est à ciel ouvert et en direct sur internet que Mark Zuckerberg viendra, ce mardi, en découdre avec les parlementaires

européens. Et partant avec 500 millions de citoyens légitimement en attente d'explications sur l'usage de leurs données personnelles.

S'il voulait démontrer qu'il y avait un pilote dans l'avion, c'est loupé. Mais l'ascension de Facebook, premier réseau social au monde avec plus de deux milliards « d'amis », est ainsi faite. Jonchée de rétropédalages, de virages à 180°, de coups de théâtre. De coups de maître et d'échecs aussi, reflets fidèles de la loi de l'essai-erreur qui imprime son rythme à la nouvelle économie. Au-delà du trophée de chasse que l'on épingle sur un CV, les tweets triomphants d'Antonio Tajani, président du Parlement européen, annonçant la comparution du patron le plus puissant de la planète, et l'abnégation de

certains eurodéputés, comme Guy Verhofstadt, à briser le huis clos, trahissent la puissance symbolique de ce moment. Le choc des cultures est patent. Entre l'une des figures emblématiques de la Silicon Valley et une démocratie européenne traumatisée à l'idée que le trafic frauduleux des données pourrait (a pu ?) influencer le cours de son histoire. Notamment en poussant les Britanniques à actionner le

siège éjectable.

Rien n'obligeait Mark Zuckerberg à venir se faire tirer les oreilles

A ce titre, ce face-à-face, provoqué sans filet juridique à la seule force de la persuasion, constitue d'ores et déjà une petite victoire européenne. Rien, finalement,

n'obligeait Mark Zuckerberg à venir se faire tirer les oreilles. Il devra pourtant docilement entendre des parlementaires lui rappeler que la donnée personnelle, en Europe, est un droit sacré. Et non une variable de business plan. L'Europe, paradoxalement incapable d'accoucher d'une Gafa, est mine de rien en train d'imposer ses standards. Comme le RGPD (Règlement européen sur la protection des données), qui entre en vigueur ce vendredi. Et que, aussi chaotique et imparfait soit-il, Facebook a promis d'adopter à l'échelle du globe.

Reste que si l'audition de Zuckerberg prend des allures de simulacre, comme ce fut le cas devant les sénateurs américains (qui, admettons-le, n'en touchaient pas une), le Parlement européen

aura raté sa démonstration de force. Mark Zuckerberg est passé maître dans l'art du « chatbot » à annoncer ses mea-culpa sincères. Ce mardi, il devra se livrer à un exercice de transparence sans faille. Et démontrer que son entreprise, loin de s'apparenter à une boîte noire incontrôlable, s'avérera désormais capable de maîtriser les données en sa possession. Au-delà du symbole, tel est l'enjeu de cet exercice de démocratie à l'européenne.